



Communiqué

Après la mobilisation de près de 80 000 personnes le 28 septembre, les retraités-e-s ne lâchent rien.

Le jeudi 28 septembre, lors de manifestations sans précédent, près de 80 000 retraité-e-s ont répondu à l'appel des neuf organisations regroupant syndicats et associations (UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR-CFE/CGC, FSU, FGR-FP, UNIRS-SOLIDAIRES, LSR, UNRPA).

La hausse brutale de la CSG sans compensation qui va toucher 60% des retraité-e-s, l'annonce d'un nouveau gel des pensions pour 2018 et la baisse de l'APL qui s'ajoutent aux ponctions fiscales (CASA, suppression de la demi-part veuf/veuve, fiscalisation de la majoration familiale pour trois enfants, etc.) ont pour conséquence une baisse continue du pouvoir d'achat des retraité-e-s. Tout ceci a contribué à mettre les retraités et les retraitées fortement en colère.

Ils veulent massivement la suppression de l'augmentation de la CSG et voir leur pouvoir d'achat augmenter.

Le gouvernement n'ayant apporté aucune réponse à la colère des retraité-e-s, notamment lors de la rencontre avec Mme Buzyn le 28 septembre, le groupe des neuf organisations, tout en renouvelant sa demande d'être reçu rapidement par le Président de la République pour traiter de questions concernant la place du retraité dans la société, appelle, dans un premier temps, à une semaine d'initiatives du 6 au 11 novembre 2017 dans le cadre de la discussion des budgets au parlement (PLF et PLFSS).

Dans chaque département des délégations iront à la rencontre des députés et sénateurs de la République pour leur rappeler ce qui constitue la colère des retraité-e-s. Ces délégations seront appuyées par des rassemblements devant les permanences locales des parlementaires.

Avec le même objectif, au niveau national les représentants des organisations de retraité-e-s rencontreront les représentants des groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Des rassemblements accompagneront les délégations.

Suite à la rencontre du 28 septembre au Ministère de la Solidarité et de la Santé, les 9 organisations demandent la constitution de trois groupes de travail : pouvoir d'achat des retraité-e-s, financement des EHPAD, fonctionnement du Haut Conseil de l'âge et des CDCA.

Paris, le 9 octobre 2017